

REVUE DE PRESSE



Débat exceptionnel avec HERMAN Van Rompuy

20 septembre 2010



Contact Presse : Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 01 44 58 97 84

SOMMAIRE

Discours officiel de monsieur Herman Van Rompuy

p.3-11

Presse écrite :

La Croix

p.12-13

Presse en ligne :

La Tribune.fr

p. 14

Europolitics

p.15

Non fiction.fr

p.16

Euractiv.fr

p. 17

Euractiv.com

p. 20

Toute l'Europe.fr

p.21

Le Taurillon

p.23

La peniche.net : Portail des étudiants de Sciences Po

p. 25

Site du Mouvement européen – France

p.29

Boulevard Extérieur

p. 30



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**

Paris, le 20 septembre 2010

**Herman Van Rompuy
Président du Conseil européen**

LES GRANDS DEFIS POUR L'EUROPE

**Discours à l'invitation de “Notre Europe”
Paris, Grand amphi de Sciences-Po**

Cher Président, *caro Tommaso*,
Monsieur l'ancien Président de la Commission, ((cher Jacques Delors))

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs
Mesdames et messieurs,
Chers étudiants et étudiantes,
Chers amis européens,

Je suis ravi de pouvoir m'exprimer ce soir devant vous ici à Paris. Je remercie chaleureusement Notre Europe de m'avoir invité ; j'ai accepté l'invitation par respect pour votre travail au service de l'idée européenne. Je pense par exemple à votre récent rapport sur l'Energie, qui est excellent et qui sera très utile pour le Conseil européen de début février consacré à la politique énergétique. Je remercie également Sciences-Po de nous accueillir ce soir. Je suis particulièrement heureux de voir tant d'étudiants et de jeunes parmi vous!

J'avais moi-même vingt ans en 1968. A ce moment, Paris et notamment cette Faculté, était la capitale politico-culturelle du monde!

P R E S S E

POUR PLUS DE DÉTAILS:

Dirk De Backer - porte-parole du Président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Jesús Carmona - porte-parole adjoint du Président ☎ +32 (0)2 281 9548 / 6319 - +32 (0)475 65 32 15
e-mail: press.president@consilium.europa.eu - internet: <http://www.european-council.europa.eu/van rompuy/>

Revue de Presse- Débat Herman Van Rompuy - 20 septembre 2010

FR

En Europe -- en France peut-être même plus qu'ailleurs -- nous aimons célébrer les Pères Fondateurs de la construction européenne: Robert Schuman, Jean Monnet, Konrad Adenauer, Paul-Henri Spaak... Ce sont leurs actes créateurs qui ont permis à l'Europe de naître.

Déjà maintenant, le nom de vous, Jacques Delors, appartient à ce « Panthéon Européen ». Je suis honoré que vous nous fassiez le privilège de votre présence aujourd'hui !

La mémoire de nos *Fondateurs*, toutefois, ne devra pas nous faire oublier que l'œuvre européenne n'est pas achevée. Elle reste à fonder, tous les jours. *A work in progress*. Il n'y a pas de droits acquis dans l'histoire.

Il faut souligner ce progrès graduel mais inexorable de l'Europe. Dans les premiers mois dans ma nouvelle fonction, j'ai remarqué une chose intéressante : la soi-disant lenteur de l'Europe désespère tant ses fidèles que ses détracteurs. "Dépêche-toi, chérie", crient les premiers; "quelle léthargie", ironisent les derniers.

À tous ces mécontents il faut répondre, avec Galilée : « *Et pourtant, elle tourne !* ». Le secret de l'Europe, c'est l'usage intelligent du temps. Elle prend son temps. Les amoureux impatients le comprennent aussi peu que les inconditionnels du *status quo*. À la fin, notre Union surprend toujours.

Cet exploit remarquable est difficile à percevoir. En conséquence, on entend en permanence un chœur de voix prétendre que l'Union est trop invisible ou en plein déclin. Ainsi, fin août, un professeur américain, membre de l'influent *Council on Foreign Relations*, écrivait dans le *Washington Post* (je le citerai en anglais):

“The European Union is dying – not a dramatic or a sudden death, but one so slowly and steadily that we may look across the Atlantic one day soon and realize that the project of European integration that we've taken for granted over the past half-century is no more.”¹

L'Union européenne en train de mourir – rien de moins!

Ça me rappelle l'oraison funèbre de Bossuet aux funérailles de Henriette-Anne d'Angleterre (1670) avec les mots immortels: "Madame se meurt. Madame est morte."

Mesdames et messieurs,

Je suis convaincu que ce pessimisme est fort exagéré. Comme disait Mark Twain, trouvant son obituaire dans le journal : « *The reports of my death have been greatly exaggerated* ». L'Europe est coriace. Nous sommes capables, ensemble, de garder la maîtrise de notre destin.

Il y a un point dans l'analyse du professeur Kupchan qui me frappe. Le danger mortel qu'il voit pour nous, il l'appelle : “renationalisation de la politique européenne”. On retrouve l'expression de plus en plus. Elle me semble superficielle. L'Europe ne s'est jamais faite contre les nations. Si les politiques nationales assument une grande place dans notre Union, pourquoi cela ne la renforcerait pas ? En un mot : non pas renationalisation de la politique européenne, mais européisation de la politique nationale ! C'est l'avancée même de notre action commune jusqu'au cœur des corps politiques nationaux qui se fait sentir.

¹ Charles Kupchan, “The European Union: going its separate ways”, *The Washington Post* 29 August 2010.

Plus étonnant que le pessimisme d'observateurs étrangers est celui qui émane parfois des cercles bruxellois, d'un certain pessimisme de l'amour déçu. A force de mettre la barre trop élevée on devient trop vite déçu. La déception empêche l'action. Et c'est de l'action dont on a besoin!

Nous ne sommes plus en 1950 ou 1960 quand l'idéal de la paix – ou son versant: la mémoire de la guerre ! -- pouvait à lui seul porter l'idée européenne. Mais nous n'allons quand même pas regretter que la paix règne depuis si longtemps entre les nations européennes!! Ce serait absurde.

L'essentiel, c'est que nous ne sommes plus en 1960, à bien des égards. L'Europe n'est plus une plante de serre jeune et donc vulnérable, comme dans les débuts de la Communauté à Six.

Elle existe, indépendante de la volonté de quiconque. *A fact of life*. Une rupture dans l'histoire. Elle s'est imposée dans le droit ; elle oblige, avec ses institutions, les gouvernements à coopérer, à régler leurs différends dans des salles de réunion à Bruxelles plutôt que sur les champs de bataille de Verdun à Sarajevo.

Elle a été un point d'ancrage stable pour notre continent après la chute du communisme en 1989, forte aujourd'hui de ses 27 Etats Membres, anciens et nouveaux. (J'ajoute qu'encore aujourd'hui, la simple perspective européenne pour les Balkans Occidentaux est le meilleur garant de la paix. Je suis convaincu que quelques incidents seraient suffisants pour mettre en flammes cette région. Cela ne se fait pas parce qu'il y a l'espoir d'appartenir un jour à l'Union. La paix reste donc encore un argument essentiel pour l'Europe.)

L'Europe s'est installée dans la vie de nos citoyens ; elle tisse tous les jours davantage de liens entre nos économies, nos sociétés civiles, entre les intérêts et les valeurs des uns et des autres, couvrant un espace de 500 millions d'Européens.

Vous voyez bien, après soixante ans d'histoire commune, nous sommes loin de la petite plante de serre communautaire, angoissée que les forces du mal piétinent! Il y a désormais bien plus que l'idéalisme qui garantit la solidité notre Europe ! L'Europe, je le répète, est une partie de notre vie en société. Mais qui n'avance pas, recule.

Mesdames et messieurs,

J'ai souhaité parler aujourd'hui des « grands défis de l'Union Européenne ». Au lieu de nous plonger dans les détails de telle ou telle directive du Marché unique, ou telle ou telle épisode diplomatique, voyons les choses dans une perspective plus large. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'il faut faire de façon urgente ? Pourquoi y a-t-il des raisons de croire en notre étoile ?

Je voudrais à cet égard aborder deux sujets qui me sont chers : la gouvernance économique de l'Europe et la place de notre Union dans le monde. C'étaient les deux grands sujets du Conseil Européen de la semaine dernière. En cours de route, je toucherai également à un point institutionnel qui passionne les experts, les rapports entre la « méthode communautaire » et le Conseil européen. À mon avis, ce point peut expliquer pourquoi on se trompe facilement en parlant d'un déclin européen.

À la fin, nous aurons un débat entre nous. Je m'en réjouis, puisque ce sera pour moi la partie la plus intéressante de notre rencontre!

ECONOMIE / GOUVERNEMENT ECONOMIQUE

Venons-en à l'économie d'abord. Ce printemps l'Union Economique et Monétaire a vécu des moments difficiles. Vous en êtes tous conscients.

Des problèmes de financement du gouvernement grec se sont développés en une grave crise de la zone euro tout entière. Au plus fort de la crise, autour du week-end du 7 à 9 mai, la survie même de l'euro – et donc de l'Union européenne – était en jeu. Leur sort est désormais intimement lié. L'Europe a résisté aux démons internes et externes. Oui, l'Union et l'euro sont coriaces!

C'est en ces moments difficiles que les forces invisibles et sous-estimées qui nous tiennent ensemble se montrent au grand jour. Le 7 mai, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des 16 Etats de la zone euro ont décidé de tout mettre en oeuvre pour sauvegarder la stabilité de l'euro. Des mesures sans précédent ont été prises dans les 48 heures – dont notamment un paquet de sauvetage de 750 milliards d'euros, avec le FMI.

Par après, des décisions ont été prises pour mieux surveiller le système bancaire au niveau européen, pour obliger les banques à passer un « test de résistance », et d'autres encore, tout pour restaurer la confiance. Avec succès.

Il nous a fallu du temps pour trouver un juste équilibre entre la **responsabilité** de chacun et la **solidarité** avec tous. C'est tout à fait normal. D'abord, il n'y avait aucun instrument dans le Traité pour faire ce qu'on a fait ; il fallait tout inventer, en pleine tempête. De plus, comme l'Union européenne n'est pas un Etat, les procédures de décisions sont compliquées. Dans le cas de la zone euro, nous avons affaire à 16 gouvernements et 16 parlements. Chacun de son côté a réussi cet exercice.

C'était un bel exemple de ce qu'on pourrait appeler la tortue européenne : une marche lente, hésitante d'abord, et qui finalement a surpris tout le monde -- y compris les impatients des marchés boursiers !

Évidemment nous ne pouvons pas en rester là. Il faut d'urgence tirer les leçons de cette crise. C'est pourquoi le Conseil européen m'avait demandé dès le mois de mars de présider une Task Force sur la gouvernance économique.

Je vous le dis tout de suite: nous n'allons pas faire le grand saut vers une union budgétaire qui viendrait compléter notre union monétaire ou vers une mise en commun de la dette. On fera un ensemble de pas, petits peut-être, mais dans la bonne direction, et qui, cumulés, feront un grand pas !

L'enjeu est double. D'abord, éliminer le plus possible les chances qu'une telle crise se reproduise ; dans ce contexte, nous travaillons à faire mieux observer le Pacte de Stabilité, pour que les dépenses publiques ne dérapent plus, et à mieux surveiller de très près les évolutions macro-économiques des pays – pensez à un système d'alerte qui signale le risque de bulles immobilières par exemple, ou l'apparition d'importants déficits sur la balance de paiements. Notre deuxième tâche, c'est d'augmenter la capacité de l'Union européenne à réagir à une nouvelle crise. Je désire et j'attends des progrès sur ces deux plans.

Je n'entrerai pas dans les détails des mesures sur la table, en tout cas ne pas tout de suite. La gouvernance économique européenne est un des sujets favoris du Président de Notre Europe (*Padoa-Schioppa*), et j'en parlerai donc volontiers pendant notre débat !

TROIS LEÇONS POLITIQUES DE LA CRISE

Puisque nous sommes ici dans un Institut d'Etudes Politiques, au lieu d'entrer dans la matière technique, je préfère tirer de cet épisode trois leçons politiques, des leçons sur l'état de notre Union.

La première, c'est que nous devons vivre avec le dilemme d'une union monétaire sans union budgétaire poussée. Depuis l'introduction de l'euro, les institutions européennes sont responsables de la politique monétaire, tandis que les Etats-membres le restent de leur politique budgétaire et coordonnent leur politique économique. Cela crée des tensions. D'où les décisions parfois *tortueuses* dont je parlais... !

On peut déplorer un défaut de construction, le « péché originel de l'euro » selon certains. Je dirais plutôt: un handicap structurel. Mais à l'époque – des négociations du Traité de Maastricht, entre l'Allemagne et la France notamment – il fallait choisir. Sans ce péché originel, l'euro ne serait même pas né !

La question pertinente pour nous aujourd'hui, c'est donc: Est-ce que l'euro peut survivre malgré cette tension innée ? Ma réponse est, sans ambiguïté : Oui! Notre capacité de réaction pendant la crise l'a clairement montré. Nous avons tout fait pour défendre l'euro ; nous sommes prêts et capables de le faire à nouveau si besoin en est.

Si on avait appliqué le Pacte de Stabilité et de Croissance, on aurait pu éviter cette crise. Si on avait donné suite aux multiples avertissements d'entre autres la Banque Centrale Européenne sur les problèmes de compétitivité de certains pays, le mal aurait pu être évité! On doit renforcer la surveillance, mais il faut surtout l'appliquer. La volonté politique est là maintenant. On n'a pas besoin d'une révolution institutionnelle; on a besoin d'action.

Il ne faut pas oublier non plus que l'euro a seulement pu être réalisé dans la suite de la chute du Mur de Berlin, en 1989 -- même si l'idée datait évidemment d'avant. Là, c'était un événement politique primordial, une mise en cause de tous les équilibres en Europe. Même si ce qu'on vient de vivre avec la Grèce était très grave, il faut garder un sens de proportions. La montée du *spread* grec avec quelques pourcents n'égale pas la fin de la Guerre froide, comme lors de la création de l'euro!

Ma deuxième leçon concerne le rôle du Conseil européen à cet égard. Pourquoi les Chefs d'Etat et de Gouvernement jouent un rôle clé dans le gouvernement économique européen – à travers la crise et sans doute au-delà?

Avant l'été, des voix se sont élevées pour critiquer ce rôle de l'institution que je préside. Un vieux schéma (que les étudiants connaissent sans doute de leurs manuels de droit européen) a fait sa réapparition : la « Méthode Communautaire » serait menacée par l'irruption de l'« intergouvernemental », sous la forme notamment du Conseil européen.

(Pour les non-initiés (s'il y en a ici !) : on appelle Méthode Communautaire la méthode spécifique qu'a développée la Communauté européenne pour prendre des décisions. Dans la forme pure, la Commission fait une proposition, le Conseil vote à la majorité, le Parlement co-légifère, la Cour est compétente pour juger l'application de la règle par les Etats ; un système d'équilibres qui garantirait tant l'efficacité que la légitimité.

L'intergouvernemental, à l'inverse, est une méthode de coopération où les gouvernements nationaux et non pas des institutions communes ont le premier rang, tels qu'aux sommets du G8 ou G20.)

J'ai entendu parler de ce schéma binaire, opposant le bien et le mal, au Parlement européen et ailleurs.

À mon avis, c'est un faux débat. Tout d'abord, il est normal, quand on prend des décisions qui concernent les fondements de la monnaie et qui en plus engagent des sommes extraordinaires, que la responsabilité en soit assumée par un Chef de Gouvernement. Pour les gouvernements en difficulté, la survie même de leur économie et de leur gouvernement était en jeu. Qui d'autre que le Premier ministre Papandreu aurait dû défendre les mesures d'austérité en Grèce? Qui d'autre que la Chancelière allemande Merkel devrait convaincre son opinion publique, qui y était en partie hostile, de venir en aide à la Grèce? Le Conseil européen est le lieu où les uns et les autres peuvent trouver des positions communes, donc européennes. Nous le faisons en coopération étroite avec les autres institutions, la Commission (dont le Président est membre du Conseil européen !), le Conseil des ministres, la Banque, le Parlement ; assurer ces contacts est d'ailleurs une de mes tâches principales. Et les *Membres* du Conseil européen, les 27 Présidents et Premiers ministres, ils doivent tous coopérer de leur côté avec des acteurs politiques nationaux, leurs parlements etc. C'est l'ensemble de tous ces liens qui constitue la force de notre Union.

En plus, dans la crise grecque, c'était la nouveauté de la situation qui nous obligeait à prendre nos responsabilités. Nous étions en territoire inconnu. Nous avons dû inventer des mécanismes d'aide qui n'existaient pas. En plus, le Traité européen *interdit* aux Etats-membres d'assumer les dettes d'un partenaire, et ne prévoyait pas d'importants instruments communautaires pour les pays de la zone euro. Quand on explore des solutions hors du cadre juridique, le rôle des institutions européennes est logiquement en retrait ; elles reviennent dans le jeu quand le principe de s'aventurer sur le nouveau terrain est acquis. Je comprends que le Parlement européen aimeraït avoir plus à dire sur le filet de sauvetage de 750 milliards, le « Special Purpose Vehicle » créé à l'extérieur du droit communautaire. Mais puisque le montant en question retombe, en dernière instance, sur les épaules des contribuables nationaux, je comprends également que certains gouvernements ont désiré impliquer leur parlement national dans la décision. Souvent le choix n'est pas entre la Méthode Communautaire et l'intergouvernemental, mais entre une position européenne coordonnée ou rien du tout. (D'ailleurs, cette coordination est souvent une première étape qui mène par la suite à des mesures plus intégrées.)

Ceci ne veut pas dire que je ne comprends pas certaines inquiétudes. Pour moi il est essentiel que toutes les institutions travaillent ensemble, que chacun ait son rôle. Le rôle du Conseil européen est de donner les grandes orientations stratégiques ; et parfois de débloquer la situation sur tel ou tel point, pas plus. Il est essentiel que la Commission puisse exercer son droit d'initiative, que le Parlement et le Conseil des ministres s'engagent. Il faut mobiliser toutes les énergies et toutes les compétences de l'Union. C'est la seule façon d'avancer ensemble.

J'en viens à la la troisième et dernière leçon *politique* que je vois confirmée dans la crise grecque. L'Europe a toujours avancé grâce à deux principes. Je les appellerais : **le principe de transfert et le principe de participation**. Ils ne sont pas contradictoires. Ils renforcent tous les deux l'Union dans son ensemble. Ils ont toujours coexisté. L'un ne peut pas fonctionner sans l'autre.

Le principe de transfert construit l'Europe en transférant des éléments du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire *du* niveau national *vers* un nouveau niveau européen. C'est l'idée de base des débuts de l'Union. Elle est à la base de la créations d'une Commission, d'un Parlement et de la Cour. Peu après la Seconde Guerre mondiale, avec la CECA, ce principe de transfert avait une évidente force politique. Il est toujours valable. Ses atouts sont la légitimité (morale) et l'efficacité dans les décisions : pas d'Etats qui se disputent, pas de vote, une seule Europe. En plus, une grande clarté. C'est le risque d'une « Bruxelles » en dehors des Etats-membres, un manque de légitimité démocratique .

Le principe de participation, lui, renforce l'Europe en amenant des acteurs nationaux, des pouvoirs exécutifs, législatifs ou judiciaires, dans un cadre commun et contraignant. Cette idée sous-tend la création du Conseil des ministres (dès 1950 !) et du Conseil européen (en 1974), mais aussi la participation collective des Parlements nationaux à la législation européenne (avec le Traité de Lisbonne). Ici, l'intuition est que l'Europe ne peut pas être construite contre les Etats, mais qu'elle doit les lier. Les atouts de ce principe de participation sont (à l'inverse) une grande capacité à d'assumer les décisions devant les publics nationaux et le monde extérieur. Ses faiblesses : des procédures lentes et compliquées, des risques de blocages, une moins grande clarté. Mais une fois une décision prise, soutenue à 27, celle-ci est relativement forte.

Une Europe uniquement construite en transférant du pouvoir national vers un niveau européen, risque de **perdre une assise solide**. Une Europe entièrement dépendante de l'implication permanente de tous les partenaires, risque d'**éclater**. Il faut les deux. La participation des Etats donne aux décisions communes leurs **fondements**. Les intérêts partagés, produits par la contrainte des règles et des institutions communes, tiennent l'Europe **ensemble**.

Si l'on dissèque ainsi le fonctionnement de notre Union, on voit très clairement que ces deux principes ont toujours coexisté au sein de la dite Méthode Communautaire – qui d'ailleurs a évolué beaucoup dans le temps. (Ne serait-ce que parce que le Conseil des ministres en fait partie).

Dès lors il n'est pas surprenant que Jean Monnet lui-même ait toujours reconnu que la participation des Etats était incontournable. En 1950, il a été convaincu de la nécessité de donner une place aux ministres nationaux dans ce qui allait devenir la Communauté, en disant: « Vous avez raison, il faut les tirer dans le bain, ces ministres. » C'est ainsi que le Conseil des ministres est né. C'est ce même principe, les « tirer dans le bain », qui a été appliqué un quart de siècle plus tard aux Premiers ministres et Présidents de nos pays, avec la création du Conseil européen. A nouveau, Jean Monnet joua un rôle dans la genèse de cette institution. Il raconte lui-même dans ses *Mémoires*, comment, au début des années 1970, il a oeuvré à Paris, Bonn, Londres et Bruxelles pour convaincre les chefs des exécutifs nationaux de s'impliquer davantage dans la construction européenne. Dans son idée ils formeraient un « gouvernement européen provisoire ». Monnet était convaincu que l'Europe dans son ensemble en sortirait plus forte.

AFFAIRES ETRANGERES

Voilà quelques secrets de notre Tortue européenne, et comment elle peut gagner contre le lièvre. Elle est mise sur pied, surtout dans le domaine de l'économie.

Je voudrais toutefois en venir au domaine de la politique extérieure. Là, notre **tortue a plus de difficultés à l'emporter, le défi est plus grand**. Le principe de transfert se heurte à des obstacles, des sensibilités : nous n'allons pas faire des directives concernant nos rapports avec les Etats-Unis ou la Russie comme on les fait pour la qualité du chocolat.

Le principe de participation, qui est certainement nécessaire dans ce domaine, demande parfois trop de temps. Quand il faut réagir à une crise humanitaire quelque part dans le monde, on ne peut pas toujours attendre que les 27 aient négocié une réponse. Le défi dans ce domaine est donc grand.

C'est pourquoi j'ai décidé, en tant que premier Président du Conseil européen, de l'affronter tout de même. L'Europe ne peut plus se permettre d'être marginalisée. Nous sommes 500 millions d'Européens, produisant 22 pourcent du PIB mondial, et ensemble nous pesons trop peu.

Quand je suis entré en fonction, il y a 9 mois, en visitant nos 27 capitales, j'ai senti partout la frustration du Sommet de Copenhague. Le sentiment que nous étions écartés. La découverte que la force de l'exemple ne suffit pas pour l'emporter, ni dans la politique climatique, ni a fortiori dans d'autres domaines. Certes, une partie de notre relatif échec à Copenhague tient au fait qu'il est plus difficile d'entraîner que de résister. Il y a en ce domaine comme dans d'autres inévitablement une prime à l'inertie.

Mais il y avait aussi la réalisation que la mondialisation change de visage. Que la mondialisation, considérée pendant longtemps sous l'angle de l'économie (commerce, investissements, économies émergentes), relève également de la politique, du pouvoir. En plus, les nouveaux acteurs mondiaux ne partagent pas toujours nos intérêts, ni notre vision du monde. Cela nous affecte. Si nous voulons, en tant qu'Europe, défendre nos intérêts et nos valeurs, il faut prendre conscience de cette réalité.

Nous ne partons pas de rien. L'Union dispose de politiques externes bien établies et dotées de moyens importants pour ce qui concerne les aspects économiques et le développement. Elle est active dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité depuis moins longtemps mais y est déjà un acteur reconnu et demandé sur bien des théâtres.

Ainsi, l'Union continue à donner de l'aide au développement (nous sommes le plus grand donateur au monde avec 49 milliards d'euros), à monter des opérations militaires et des missions humanitaires – en ce moment, nous avons 13 missions de gestion de crise dans le monde, sur trois continents ! Nos gendarmes et nos juges européens aident à consolider l'Etat de droit au Kosovo; nos policiers forment leurs homologues en Afghanistan ou dans les Territoires palestiniens; nos marins interceptent les pirates dans l'Océan indien... Sans nous, l'Autorité palestinienne ne pourrait survivre; notre aide sous différentes formes s'élève à 1 milliards d'euros.

Nous continuons à montrer aux citoyens du monde l'exemple d'un continent démocratique, où les droits de l'homme et l'état de droit sont fortement ancrés. L'Europe reste le continent de la dignité humaine et de la solidarité.

Toutefois, parallèlement, nous devons raisonner et agir davantage en des termes stratégiques et d'intérêts. On respectera d'autant nos valeurs qu'elles seront soutenues par de la fermeté.

Pour moi, c'est le plus important résultat du Conseil européen de la semaine dernière. Pour la première fois, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont consacré une réunion à la place de l'Europe dans le monde nouveau. Nous nous sommes concentrés sur nos relations avec les partenaires stratégiques de l'Union, tels les Etats-Unis, la Russie ou la Chine. Tous les collègues ont insisté sur le fait qu'il ne suffit pas d'avoir des messages, mais qu'il faut avoir des instruments, exiger la réciprocité, et traduire tout cela dans des progrès concrets. Cela veut dire aussi : entrer dans un jeu de négociations et de donnant-donnant. Par exemple, qu'est-ce que la Chine désire de nous, sous quelles conditions serait-ce acceptable, qu'est-ce que nous voudrions obtenir en échange ? Dans ce domaine, tous les Etats-membres n'ont pas les mêmes intérêts ; il ne sert à rien de le nier. Toutefois, il y a un bon nombre de cartes que nous ne pouvons jouer qu'ensemble. Si, par exemple, la Russie veut obtenir un changement de la politique de visa à l'égard de ses citoyens, il est impossible pour un seul Etat-membre de le lui promettre, puisque (à cause de Schengen) nous ne pouvons le faire qu'à 27.

Ce changement de perspective ne se fera pas du jour au lendemain. En partie c'est une question d'organisation (nous en avons parlé), en partie c'est une question d'habitudes, de confiance, et donc de temps. Toutefois, le monde globalisé d'aujourd'hui fonctionne comme un vrai accélérateur. Dans le monde d'aujourd'hui, nos petites différences internes s'éclipsent.

Pendant le Conseil européen de la semaine dernière, on a traduit notre volonté en deux décisions touchant l'Asie. D'abord (et après trois ans d'hésitation !), un consensus a été trouvé sur l'important Accord de Libre Echange avec la Corée du Sud ; il dynamisera nos relations économiques avec toute la région. Deuxièmement, nous avons montré notre détermination face à une crise humanitaire, avec des mesures commerciales pour aider le Pakistan, qui n'étaient pas possible il y a quelques mois.

J'ajoute deux autres résultats concrets de ces derniers mois, de nature tout aussi stratégique. Juste avant l'été, nous avons réussi à nous mettre d'accord à 27 sur des sanctions additionnelles contre l'Iran – ce qui n'était pas évident du tout. Et il y a quinze jours, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la résolution soutenue par la Serbie et l'Union européenne invitant les Serbes et les Kosovars au dialogue. Cette résolution commune (pour laquelle la Haute Représentante a beaucoup travaillé) est un vrai succès, la dernière preuve de notre rôle crucial de stabilisateur dans les Balkans Occidentaux.

Ce sont autant d'avancées concrètes sur des problèmes concrets. Il nous faut avancer pas par pas : pourvu qu'on garde le cap, on arrivera au but !

En matière de politique étrangère, "notre Europe" n'est pas un seul bateau. Mais nous ne sommes pas non plus 27 bateaux séparés. Je préfère comparer l'Union à un convoi. Imaginez un convoi de 27 bateaux, naviguant sur les flots de l'océan géopolitique. 27 bateaux, battant chacun pavillon national et pavillon européen, poussés par un vent qui tantôt les éloigne les uns des autres pour quelque temps, tantôt les fait naviguer dans la même direction.

Ce que vous ne voyez pas, en revanche, c'est que sous l'eau, les bateaux, comme les 27 gouvernements de l'Union, sont tous reliés, économiquement et monétairement. Ils ne peuvent pas s'éloigner les uns des autres...

Jeudi dernier, ce convoi européen, piloté par les chefs d'Etat et de gouvernement, s'est mis activement à s'occuper de son cap stratégique.

L'Europe se fait jour par jour mais pas au jour le jour. La vision européenne pour les décennies à venir est inscrite dans le Traité de Lisbonne. Il ouvre beaucoup de chantiers. C'est un vaste programme. Il faut le réaliser dans des circonstances politiques difficiles, dans beaucoup d'Etats-membres et dans un climat culturel où l'individualisme joue un très grand rôle. Mais on doit rester ambitieux pour notre Europe, pour sa cohésion interne et sa présence externe, aujourd'hui et demain.

Ce sera un travail pour moi, en tant que Président du Conseil européen, comme pour plus d'un de mes successeurs, il doit impliquer beaucoup d'acteurs dans nos 27 capitales et à Bruxelles, mais je suis profondément convaincu, que Notre Europe le réussira!



L'ESSENTIEL

JAPON Tokyo appelle la Chine à garder son calme

Tokyo a appelé hier Pékin à garder son calme, afin de ne pas attiser les tensions nées de l'arraisonnement d'un chalutier chinois par le Japon dans des eaux territoriales revendiquées par les deux pays. Pékin a suspendu les contacts de haut niveau avec Tokyo, après la décision d'un tribunal japonais, dimanche, de prolonger de dix jours le maintien en détention du capitaine d'un chalutier chinois arraisonné par le Japon le 7 septembre. La Chine, qui exige la libération du capitaine et a convoqué six fois l'ambassadeur du Japon, a menacé son voisin de «mesures de rétorsion fortes».

LA PHRASE
Herman Van Rompuy

«Le secret de l'Europe, c'est l'usage intelligent du temps.»

Intervenant hier à Sciences-Po Paris sur les «grands défis pour l'Europe», le président du Conseil européen a rassuré ceux qui désespèrent «la soi-disant lenteur de l'Europe»: «À tous ces mécontents, il faut répondre avec Galilée: "Et pourtant, elle tourne"!»

AFGHANISTAN Les Britanniques cèdent le contrôle d'un bastion taliban

Les forces britanniques ont commencé hier à l'aube à céder aux Américains le contrôle de Sangin, bastion taliban du sud de l'Afghanistan, où elles ont essuyé le tiers de leurs pertes (106 soldats sur un total de 337 morts britanniques dans le pays depuis 2001). Le ministère britannique de la défense refuse d'assimiler ce «passage de témoin» à une défaite. Américains et Britanniques espèrent amorcer un retrait d'Afghanistan à l'été 2011. Le premier ministre, David Cameron, s'est engagé à avoir quitté le pays d'ici à cinq ans.

BULGARIE Le parquet enquête sur des décès suspects d'enfants handicapés

Le parquet bulgare a annoncé hier avoir ouvert en septembre des enquêtes sur près de 200 cas de décès, maltraitance ou abus constatés au cours des dix dernières années dans les asiles pour enfants mentalement handicapés. Au nombre de 26 en Bulgarie, ces asiles abritent 1350 enfants. Ils sont situés dans de petites localités et manquent de personnel qualifié. L'enquête du parquet a reçu l'appui de juristes du Comité d'Helsinki, une ONG de défense des droits de l'homme, qui a dressé un rapport sur ces dérives.

Le gouvernement suédois cherche un moyen d'éviter l'extrême droite

Vainqueur des élections législatives, la coalition de Fredrik Reinfeldt veut gouverner sans l'appui de l'extrême droite, qui fait son entrée au Parlement

STOCKHOLM
De notre correspondant

Le célèbre pragmatisme suédois est mis à l'épreuve. Au lendemain des élections législatives de dimanche, la classe politique traditionnelle va devoir trouver une issue à un scénario prévisible, mais qu'elle redoutait plus que tout autre: l'entrée d'un parti d'extrême droite au Parlement.

Les Démocrates de Suède (SD), nom de cette formation issue de la mouvance néonazie, ont recueilli 5,7 % des suffrages. Ils auront donc 20 députés au Riksdag, sur un total de 349. Cette nouvelle situation aurait pu être plus facilement gérable pour les autres partis politiques, si l'un des deux camps qui s'opposent traditionnellement avait obtenu la majorité absolue.

Mais, bien qu'elle ait remporté le scrutin, la coalition gouvernementale sortante, emmenée par le conservateur Fredrik Reinfeldt, n'est pas majoritaire. Il lui aurait fallu 175 sièges: elle n'en a gagné «que» 172, selon les résultats encore provisoires. Les résultats définitifs, qui seront annoncés demain, pourraient lui attribuer un siège supplémentaire. Il n'empêchera pas cette coalition de centre droit de dépendre du soutien d'un autre parti pour les quatre ans à venir. Lequel et à quel prix? Ce sont les questions qui prévalaient hier.

Si le jeune chef de l'extrême droite, Jimmy Akesson, a répété hier qu'il était «prêt à discuter avec tout le monde», les autres partis, sans exception, ont exclu jusqu'à présent cette hypothèse. «Nous ne nous rendrons pas dépendants des Démocrates de Suède», a assuré Fredrik Reinfeldt dimanche soir. «Nous avons la responsabilité de chercher un soutien ailleurs et (...) j'espère obtenir une réponse positive des Verts.» Avec 7,2 % des suffrages, ces derniers ont



Fredrik Reinfeldt, vainqueur des élections, ne dispose pas de la majorité absolue pour gouverner. Son parti pourrait se tourner vers les Verts.

réalisé leur meilleur score depuis leur entrée au Parlement, en 1988, et sont désormais le troisième parti du royaume.

«Il n'est pas surprenant que Reinfeldt se tourne vers les Verts, ils sont les plus proches de son camp», observe Henrik Oscarsson, politologue à l'université de Göteborg. Les écologistes veulent notamment mener une politique favorable aux PME.

«Nous ne nous rendrons pas dépendants des Démocrates de Suède.»

Ils ne sont pas idéologiquement opposés aux importantes réductions d'impôts sur le revenu adoptées par le gouvernement sortant.

Mais il reste nombre de points de désaccord, comme le nucléaire. Renforcés par ces élections avec 30 % des voix, les conservateurs et leurs alliés libéraux (7,1 %), cen-

tristes (6,6 %) et chrétiens-démocrates (5,6 %) ont décidé, en juin dernier, l'agrandissement du parc nucléaire, malgré un référendum sur son démantèlement tenu en 1980. «Nous ne pouvons soutenir une telle politique», ont lancé les deux responsables des Verts. Pour eux, la coopération engagée durant la campagne électorale avec le Parti social-démocrate et La Gauche (ex-communiste) reste à l'ordre du jour, «pour le moment».

Un abandon de cette coopération n'est pas exclu. Mais les Verts devraient monnayer cher ce revirement. Les conservateurs ont laissé entendre qu'en cas de mésentente avec les Verts, le futur gouvernement pourrait légitimer en cherchant un soutien extérieur au coup par coup, selon les dossiers abordés. Jamais toutefois avec les SD, a-t-on insisté.

Des ententes temporaires avec les sociaux-démocrates seraient

en revanche envisageables. Cette formation est sortie très affaiblie du scrutin. Avec 30,9 % des voix, elle réalise son plus mauvais résultat depuis 1914.

Quelle que soit l'issue des pourparlers à venir, «nous allons influer

sur la politique suédoise, en particulier en matière d'immigration», a prévenu Jimmy Akesson. D'autant plus heureux de son score que le taux de participation dimanche a dépassé les 82 %.

ANTOINE JACOB

LE MOT

Riksdag

Cœur de la démocratie suédoise, le Riksdag constitue la chambre unique du Parlement depuis l'abandon du bicamérisme en 1968. Ses 349 membres élus pour quatre ans représentent le peuple suédois. Siégeant à Stockholm, il contrôle le gouvernement, les importantes agences publiques du pays et influence la politique étrangère. Riksdag est l'équivalent suédois du Reichstag allemand, devenu aujourd'hui le Bundestag à Berlin. Proche du latin *dies*, *dag* signifie «jour», à l'instar de *Tag* en allemand, *day* en anglais, et sert à désigner une diète ou assemblée, ici celle du royaume de Suède. C'est au sein de cette assemblée que se forgent les compromis, à la base du modèle suédois.

CLOTilde de ZÉLICOURT

Herman Van Rompuy prend la défense de la « tortue » européenne

Le président du Conseil européen a séduit le public parisien de Sciences-Po, tout en restituant la place des nations dans la construction communautaire



Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. (Photo : le Conseil européen de l'Union européenne)

Non, le projet européen n'est pas mort ! Herman Van Rompuy a assuré à un auditoire parisien lundi 20 septembre que, contrairement à l'euroscepticisme ambiant, la construction communautaire poursuivait son petit bonhomme de chemin. Le président du Conseil européen a même promis un « long voyage ». Son aller-retour depuis Bruxelles pour sa première intervention publique à Paris aura, en tous les cas, été réussi.

Invité par la fondation Notre Europe dans le grand amphithéâtre de Sciences-Po, avec Jacques Delors et Élisabeth Guigou assis au premier rang, le peu médiatique président européen a fait salle comble et reçu des applaudissements nourris.

Deux heures de débat ont fait découvrir un intellectuel flamand cultivé, maîtrisant parfaitement le français, et doué d'un sens tout belge de l'autodérision.

Le dilemme d'une union monétaire sans réelle union budgétaire

Au pays de La Fontaine, Herman Van Rompuy a choisi l'image de la tortue pour comparer la marche actuelle de l'Europe face à ses défis. « Lente, hésitante d'abord, et qui finalement a surpris tout le monde, y compris les impatients des marchés boursiers », a-t-il décrit, rappelant la récente crise grecque.

Le président du [Conseil européen](#) n'a pas pour autant raconté de fable. « Nous n'allons pas vers le grand saut d'une union budgétaire fiscale qui viendrait compléter notre union monétaire ou vers une mise en commun de la dette, a-t-il prévenu. Nous devons vivre avec le dilemme d'une union monétaire sans une union budgétaire poussée. »

Hier, les élus européens de sa famille politique (Parti populaire européen) se sont toutefois prononcés à Strasbourg en faveur d'un « impôt européen ». Dans la droite ligne des « petits pas » chers à Jean Monnet – qu'il a souvent cité –, Herman Van Rompuy a néanmoins promis « un ensemble de pas, petits peut-être, mais dans la bonne direction et qui, cumulés, feront un grand pas » en matière de gouvernance économique.

Un phénomène "d'individualisme" engendrant un "populisme"

Des pas, l'ancien premier ministre belge a surtout cherché à en faire vers ceux pour qui l'émergence du Conseil européen, réunissant les 27 chefs d'État et de gouvernement, signifierait la fin de l'Europe communautaire, au profit d'un ensemble intergouvernemental inopérant.

« Si les politiques nationales assument une plus grande place dans notre Union, pourquoi cela ne la renforcerait pas ? », a-t-il questionné, rappelant que l'Europe ne s'est pas construite que par des transferts de compétences à Bruxelles, mais en se fondant aussi sur « la participation des États » aux décisions communes.

Et le président des Vingt-Sept de justifier un rôle « en retrait » des institutions européennes lorsqu'une crise oblige à sortir des sentiers battus par les traités européens.

Selon Herman Van Rompuy, ce n'est pas dans ce retrait, ni dans une meilleure communication de Bruxelles que se joue la « perte de l'idéalisme européen ». Ce phénomène tient d'abord à « l'individualisme », rongeant les sociétés et engendrant un « populisme » qui l'inquiète.

[Retrouver le discours d'Herman Van Rompuy](#)

Sébastien MAILLARD

Van Rompuy, les navires et la tortue

Source : La Tribune.fr - 21/09/2010 | 10:52 - 318 mots |  

|

Avec



Lors d'une conférence organisée par le "think tank" Notre Europe, le président du Conseil européen a martelé sa confiance en l'Europe et en sa capacité à avancer, pas à pas.

Herman Van Rompuy a la foi. La foi en l'Europe. Devant les étudiants de Sciences-Po, lundi 20 septembre, le président du Conseil européen a renvoyé les eurosceptiques dans leur camp. "La soi-disant lenteur de l'Europe désespère tant ses fidèles que ses détracteurs. "Dépêche-toi, chérie", crient les premiers; "quelle léthargie", ironisent les derniers. A tous ces mécontents il faut répondre, avec Galilée : et pourtant, elle tourne !", a-t-il lancé lors de son premier discours public à Paris.

"Notre Union surprend toujours", a-t-il expliqué. Evoquant les voix des pessimistes, qui annoncent l'explosion prochaine de l'Union européenne, il s'est montré pugnace: "nous sommes capables de garder ensemble la maîtrise de notre destin".

"Qui n'avance pas recule", a-t-il martelé, comme pour affirmer que l'UE ne pouvait pas se permettre de stagner en attendant de voir le monde défiler devant ses yeux. Mais, pour le président du Conseil, l'Europe doit progresser à son rythme. Il n'est pas anormal qu'elle "se fasse jour par jour", et non "au jour le jour". "La tortue européenne a d'abord avancé d'une marche lente et hésitante qui a finalement surpris tout le monde, y compris les impatients des marchés financiers", a poursuivi le Belge, en référence aux turbulences traversées par l'UE à l'occasion de la crise grecque. L'Europe "s'est imposée par le droit", et elle est coriace, a martelé Herman Van Rompuy.

Relations extérieures

Cette tortue connaît parfois "plus de difficultés pour l'emporter", notamment en politique étrangère, a-t-il ajouté. Malgré les accords récents avec la Corée du Sud, ou l'envoi d'une aide massive au Pakistan sinistré par les inondations, le chemin à parcourir, en avançant «pas à pas», est encore long. Les politiques étrangères, même si elles sont "bien établies", sont encore multiples, a souligné le président du Conseil européen.

"L'Union européenne est comme un convoi de vingt-sept bateaux navigant sur l'océan de la géopolitique", a-t-il poursuivi.

Lire la suite de l'article [Van Rompuy, les navires et la tortue](#)



The European affairs daily

European Council

Van Rompuy reconciles Community and intergovernmental methods

By Célia Sampol | Tuesday 21 September 2010

The President of the European Council, Herman Van Rompuy, is calling for a departure from the Manichean system opposing Community methods and intergovernmental methods because he believes that the two are not, and must not be, contradictory. These... **European Council**

Herman Van Rompuy : "L'Europe, et pourtant elle tourne !"
[vendredi 24 septembre 2010 - 11:00]



Invité par Sciences Po et *Notre Europe* le 20 septembre dernier, le président du Conseil européen a livré sa vision – résolument optimiste- de l'Europe, une Europe qui a toujours avancé grâce "au principe de transfert et de participation" ; **c'est-à-dire une Europe qui ne se fait pas contre les nations mais avec elles**. Pour M. Van Rompuy, il ne s'agit plus, aujourd'hui, de se demander comment renationaliser certaines politiques comme la PAC mais plutôt de quelle façon **européaniser les politiques nationales**.

Aux amoureux déçus de l'Europe ou ses détracteurs, il a dit, faisant référence à Galilée : " La lenteur de l'Europe désespère parfois. Et pourtant elle tourne. L'œuvre européenne n'est pas achevée. Les progrès sont graduels mais inexorables. A la fin, notre Union surprend toujours".

Le président du Conseil européen a exposé les défis auxquels est confrontée l'UE en matière économique, exprimant notamment son inquiétude face à la faiblesse de la croissance qui met en danger le modèle social européen.

Il a rappelé l'importance pour l'UE (500 millions d'habitants environ, 22 % du PIB mondial) de jouer un rôle international à la hauteur de sa puissance économique.

"L'Europe ne peut plus se permettre d'être marginalisée comme à Copenhague", lors des négociations sur le changement climatique. Pour M. Van Rompuy, l'UE doit sans hésitation "agir de plus en plus en termes stratégiques et d'intérêt" allant jusqu'à faire montre de "fermeté". "Il faut avoir des instruments, exiger de la réciprocité".

Mais si l'Europe a du mal à avancer sur ce terrain, c'est que la question des transferts est, en ce domaine, "très compliquée". "Elle se heurte à des sensibilités, des obstacles". Cependant, "nous n'avons plus d'autre choix que d'adopter une approche globale" pour ne pas laisser l'extérieur "profiter de nos divergences".

Répondant aux questions de la salle, le Président du Conseil a évoqué **le regain du nationalisme en Europe** s'inquiétant que le populisme ne soit plus "le monopole des partis populistes". En cause, "l'individualisme de nos sociétés, une tendance au repli sur soi". "L'idée européenne en souffre", a-t-il regretté.

M. Van Rompuy a conclu son premier discours public en France en soulignant que : "Le traité de Lisbonne ouvrira beaucoup de chantiers. **Il faut rester ambitieux pour l'Europe**. On a découvert avec la crise que l'intérêt national pouvait coïncider avec l'intérêt européen"

Van Rompuy, les navires et la tortue

[EurActiv.fr](#) | 21.09.2010 | Institutions

[Partager](#) | Envoyer | Imprimer

Lors d'une conférence organisée par le think tank « Notre Europe », le président du Conseil européen a martelé sa confiance en l'Europe et en sa capacité à avancer, pas à pas.



© Conseil européen

« La Belgique est coriace »

Interrogé sur la situation de son pays, qui traverse une crise politique très grave, l'ancien premier ministre belge s'est montré plutôt optimiste. Rappelant que 25% des dépenses du pays relevaient des régions membres de la fédération, il a estimé que l'antagonisme entre la Flandre et la Wallonie dépassait le culturel et l'enseignement. «Il y a dans mon pays une différence économique entre Nord et Sud», a-t-il souligné. Ce qui ne l'empêche pas d'être «tout à fait convaincu» que le pays trouvera «une solution à ses problèmes institutionnels». Avant d'ajouter: «Une fois, nous avons négocié pendant trois ans. Cela a été couronné de succès», a-t-il affirmé. «La Belgique est coriace», a-t-il affirmé. Comme l'Europe.

Documents officiels

• Conseil européen

[Discours d'Herman Van Rompuy: "Les grands défis pour l'Europe", 20/09/2010](#)

Herman Van Rompuy a la foi. La foi en l'Europe. Devant les étudiants de Sciences-Po, lundi 20 septembre, le président du Conseil européen a renvoyé les eurosceptiques dans leur camp. « La soi-disant lenteur de l'Europe désespère tant ses fidèles que ses détracteurs. "Dépêche-toi, chérie", crient les premiers; "quelle léthargie", ironisent les derniers. À tous ces mécontents il faut répondre, avec Galilée : "Et pourtant, elle tourne !" », a-t-il lancé lors de son premier discours public à Paris.

«Notre Union surprend toujours», a-t-il expliqué. Evoquant les voix des pessimistes, qui annoncent l'explosion prochaine de l'Union européenne, il s'est montré pugnace: «Nous sommes capables de garder ensemble la maîtrise de notre destin.»

«Qui n'avance pas recule», a-t-il martelé, comme pour affirmer que l'UE ne pouvait pas se permettre de stagner en attendant de voir le monde défiler devant ses yeux. Mais, pour le

président du Conseil, l'Europe doit progresser à son rythme. Il n'est pas anormal qu'elle «se fasse jour par jour», et non «au jour le jour». «La tortue européenne a d'abord avancé d'une marche lente et hésitante qui a finalement surpris tout le monde, y compris les impatients des marchés financiers», a poursuivi le Belge, en référence aux turbulences traversées par l'UE à l'occasion de la crise grecque. L'Europe «s'est imposée par le droit», et elle est coriace, a martelé Herman Van Rompuy.

Relations extérieures

Cette tortue connaît parfois «plus de difficultés pour l'emporter», notamment en politique étrangère, a-t-il ajouté. Malgré les accords récents avec la Corée du Sud, ou l'envoi d'une aide massive au Pakistan sinistré par les inondations, le chemin à parcourir, en avançant «pas à pas», est encore long. Les politiques étrangères, même si elles sont «bien établies», sont encore multiples, a souligné le président du Conseil européen.

«L'Union européenne est comme un convoi de 27 bateaux navigant sur l'océan de la géopolitique», a-t-il poursuivi. Avant de filer la métaphore: «Mais sous l'eau, les 27 bateaux sont tous reliés» par des fils comme la politique économique et monétaire. Même si le vent les éloigne parfois temporairement les uns des autres, «ils ne peuvent pas s'éloigner les uns des autres», a continué Herman Van Rompuy.

Profiter du flou de sa mission

Egalement pragmatique sur la nouvelle institution qu'il préside, Herman Van Rompuy voit le Conseil européen comme une institution flexible. « Ce qui n'est pas résolu par les traités, ce sont les hommes qui doivent donner la réponse », a expliqué l'ancien premier ministre belge. « Le Conseil européen n'est pas encore une chambre d'appel. Il peut être très flexible au service d'un objectif (...) et profiter du flou de sa mission », a-t-il ajouté. La convocation par l'eurogroupe d'un Conseil des ministres de l'Economie et des Finances, le 9 mai dernier, est un exemple de la souplesse de cette structure. Il fallait convoquer les ministres des Finances des 27 pour trouver un accord global sur le projet d'un plan de sauvetage de l'UE de 750 milliards d'euros. La décision a été prise le vendredi de se réunir deux jours plus tard.

Selon lui, les chefs d'Etat et de gouvernement jouent un rôle clé dans l'Union. Il ne comprend pas ceux qui fustigent l'abandon actuelle de la méthode communautaire au profit d'un trop grand pouvoir laissé aux pays. « A mon avis c'est un faux débat, explique-t-il. Qui d'autre que le premier ministre grec aurait pu convaincre son pays de mettre en place ces mesures d'austérité ? », a-t-il interrogé. Pour lui, l'objectif du Conseil européen, cette institution « très bizarre », qui n'appartient ni au pouvoir législatif, ni au pouvoir exécutif, est de donner des grandes orientations, tout en coordonnant les tâches des différentes institutions entre elles.

"Délivrer le même message"

Pour y parvenir, le président du Conseil européen a d'ailleurs décidé de rencontrer une fois par semaine le président de la Commission européenne, « de sorte que même dans certaines réunions où l'on ne s'est pas consulté, on ait le même message. » D'autant plus qu'Herman Van Rompuy a souligné avoir besoin de la Commission européenne pour produire des idées. « Toi tu as 23 000 fonctionnaires et moi je n'ai que les 23 membres de mon cabinet », explique-t-il d'ailleurs régulièrement à José Manuel Barroso.

En matière de gouvernance économique, Herman Van Rompuy est donc aussi lucide. Il ne croit pas « au grand saut vers une union budgétaire ». Les travaux de son groupe de travail sur la gouvernance économique de l'UE seront rendus théoriquement au sommet européen des 28 et 29 octobre. Et, selon lui, l'UE peut vivre avec cette tension entre une Union budgétaire imparfaite et une Union monétaire.

Revenant sur la difficulté de prendre des décisions à 27, Herman Van Rompuy a expliqué que son rôle consistait peut-être avant tout à coordonner les positions des uns et des autres. L'entente franco-allemande, à laquelle il reconnaît avoir travaillé plusieurs fois en coulisses, est « une condition nécessaire » pour que l'Europe avance, mais elle n'est pas suffisante. La cohérence avec les 27 est indispensable, a-t-il ajouté. Pour que les sommets européens ne soient pas une suite de discours de trois minutes chacun, « il faut très bien préparer ces réunions. Le président permanent a du sens; ne serait-ce que pour ça. »

Clémentine Forissier et Loup Besmond de Senneville

Van Rompuy hails 'flexibility' of his job

Published: 22 September 2010



European Council President Herman Van Rompuy showcased his confidence in the European project and hailed the "flexibility" of his role as a coordinator of EU governments at a conference in Paris on Monday (20 September). EurActiv France reports.

VIDEO

MORE ON THIS TOPIC

News:Van Rompuy readies 'smart sanctions' to restore euro confidence

News:Belgian EU Presidency 'will be Van Rompuy's'

At an event organised by the think-tank Notre Europe, Van Rompuy reiterated his faith in Europe's ability to move forward – even if step by step – and rounded on Eurosceptic critics who are talking about the imminent collapse of the EU. "Our Union always surprises," he said. "Together, we are able to stay in control of our destiny."

The Council chairman stressed that the EU cannot afford to stagnate while the world progresses before its very eyes. "He who does not move forwards moves backwards," he declared. But Europe must proceed at its own pace and cannot be expected to change overnight, he added.

Referring to the turbulence caused by the financial crisis and ensuing Greek bailout, Van Rompuy likened the EU to a "turtle" which began slowly and hesitantly, but in the end surprised everyone – including the impatient financial markets. Europe is tough, declared the Belgian.

The turtle can sometimes find it harder to win, particularly when it comes to foreign policy, argued Van Rompuy. Despite the recent trade deal with South Korea and the considerable aid sent to flood-hit Pakistan, the road ahead is still long and will be taken "step by step," he said. The bloc's foreign policies may be well-established but they are still multiple, he added.

"The EU is like a convoy of 27 ships sailing on the ocean of geopolitics," he went on. "But under water, the 27 boats are all connected" by things like economic and monetary policy. Even if the wind sometimes separates them temporarily, "they can not get away from each other," affirmed the Council chief.

Enjoying flexibility of his role

Van Rompuy described the European Council as a "flexible" body that can be put to good use. "When something is not resolved by the treaties, it is down to individuals to provide the answers," he said. "The European Council is not an appeals chamber. It can be very flexible when tackling an objective [...] and use the vagueness of its mission," he added.

He cited the eurozone crisis as an example: in early May, he explained, it was necessary to convene the finance ministers of all 27 member states to get overall agreement on the EU's €750 billion eurozone support plan. On a Friday (7 May), the decision was taken to meet just two days later.

Stressing the key role of Europe's heads of state for the European Union, the Belgian statesman said that he does not understand those who believe the Community method is being abandoned in favour of an intergovernmental system. "In my opinion, it is a false debate," he said.

"Who other than the Greek prime minister could have persuaded the country to implement its austerity measures?" he asked.

The main role of the European Council – which he described as a "very strange" institution as it belongs neither to the legislature or the executive – is to provide policy guidance and coordinate the work of the various other institutions, he added.

Delivering 'the same message'

To fulfil this role, Van Rompuy decided to have a weekly meeting with Commission President José Manuel Barroso "so that even in some meetings where we have not consulted each other, we have the same message," he said.

On the ongoing economic governance debate, the Council chief does not believe in a "great leap towards a common budget" and believes that the EU can live with this "tension" between an imperfect Union budget and monetary union. The work of his task force on economic governance is set to be submitted to the European Council summit on 28-29 October.

As for the challenge of getting agreement between 27 heads of state and government, Van Rompuy described his role above all as a coordinator of the various positions. He sees the Franco-German axis as a "prerequisite" for EU progress, but said this is not enough, the key being more coherence among member states.

Belgium is tough

Asked about the situation in his country, which is in the midst of a serious political crisis, the former Belgian prime minister was upbeat.

Recognising the economic disparity between Flanders and Wallonia, Van Rompuy is nevertheless "totally convinced" that the country will find a solution to its institutional problems. "Once we had three years of negotiations. That ended in success," he said. "Belgium is tough," he added. "Like Europe."

LINKS

European Union

- European Council: [Herman Van Rompuy: Les grands défis pour l'Europe \(speech in French\)](#) (20 Sept 2010)
[Press articles](#)
- EurActiv France: [Van Rompuy, les navires et la tortue](#)

Toute l'europe

« Premier Euro-apéro | Accueil | Les Euros du Village »

Herman Van Rompuy ne joue pas à guichets fermés devant les eurodéputés

22-09-2010



- [aucun commentaire](#)
- [flux RSS](#)
- [envoyer](#)

Il n'y avait pas foule ce matin dans l'hémicycle, alors que le président du Conseil européen Herman Van Rompuy présentait pour la toute première fois les conclusions du dernier Conseil devant les eurodéputés. Les absents ont-ils eu une panne de réveil, l'audition ouvrant les travaux du jour à 9 h du matin ? Les présidents de groupe étaient cependant présents et n'ont pas manqué de réagir aux propos du président. Signe supplémentaire d'un certain désintérêt vis-à-vis de l'exercice, José Manuel Barroso n'a pas fait le déplacement et a envoyé à sa place un de ces vice-présidents, [M. Šefčovič](#).

'La Task force que je préside avance vite, malgré ce qu'on en dit !'

Après un passage remarqué lundi à [Sciences Po Paris](#) le Belge Herman Van Rompuy n'a donc pas déchaîné les foules ce matin à Strasbourg. Les bancs de l'hémicycle étaient bien vides, et les débats en furent d'autant moins animés. Venu présenter les conclusions du dernier [Conseil européen](#), le président permanent a rappelé (quoiqu'en disent les Etats membres ?) que ce Conseil n'était en rien un sommet mais bien "une réunion ordinaire d'une institution européenne comme une autre".

Il a souhaité ouvrir sa présentation par le rappel du sujet principal de ce Conseil : les relations extérieures. Il a précisé que suite notamment à l'échec de la conférence de Copenhague sur le climat, le Conseil devait travailler avec les ministres des Affaires étrangères et le Haut représentant, [Catherine Ashton](#), en faveur de l'identification d'intérêts communs avec les partenaires extérieurs de l'Union européenne, d'un renforcement le pouvoir de cette dernière sur la scène internationale et de l'obtention de résultats tangibles et concrets. M. Van Rompuy a présenté les principales avancées obtenues sur ce point à savoir la conclusion d'un accord commercial avec la Corée du Sud, qui devrait permettre aux exportateurs européens d'économiser 1,6 milliards d'euros par an, et l'obtention d'un accord sur un soutien européen fort envers le Pakistan, non seulement sous la forme d'une aide après les inondations mais également par un renforcement des relations commerciales et un meilleurs accès au marché européen.

Le président a également rappelé qu'il présenterait à la fin du mois les résultats des travaux de la Task force qu'il préside, qui 'travaille vite' et a déjà obtenu 'de nombreux progrès'. Il a ainsi confirmé l'obtention d'un large consensus sur la surveillance macro-économique, même si les sanctions restent à définir, ainsi que sur les règles budgétaires qui doivent s'insérer dans les législations nationales. Les Etats se sont ainsi accordés sur le principe d'un 'semestre européen'. Herman Van Rompuy a mentionné le soutien plein et entier du Conseil à la présidence française du G20 qui se tiendra en fin d'année.

Enfin, ne pouvant passer outre [le sujet qui s'est invité](#) à l'ordre du jour de ce Conseil européen, le président a précisé qu'en ce qui concerne les Roms un consensus (et non pas un accord a-t-il tenu à préciser) a été trouvé autour de plusieurs points : un Etat membre a le droit et le devoir d'agir dans le respect du droit et des principes européens ; la Commission a le droit et le devoir de faire respecter ces droits et principes ; un Etat peut cependant agir pour que soit maintenu l'ordre public et respectée la loi sur son territoire ; le respect doit être une règle essentielle dans les relations entre la Commission et les Etats membres. Il a également rappelé que le respect de la dignité humaine est essentiel.

Les Roms dans tous les esprits européens

Les réactions des personnes présentes suite au discours d'Herman Van Rompuy ont bien entendu été variées mais

se sont toutes focalisées sur un point : les Roms. Premier à intervenir, le vice-président de la Commission **Maroš Šefčovič**, en charge des relations institutionnelles, a rappelé calmement que la Commission était la gardienne des traités, et qu'il n'y aurait "aucune compromission quant au respect des principes européens". Il a ainsi précisé que l'analyse juridique de la politique menée par la France serait poursuivie.

Joseph Daul, président du Parti populaire européen (PPE), a regretté 'les écarts de langage dans ce dossier', mais, reconnaissant que chaque Etat membre est tenu de respecter le droit européen, il a souhaité rappeler que si "la libre circulation est un droit, elle implique également un certain nombre de devoirs" pour le citoyens qui en jouit. Une position qui n'est pas celle de **Martin Schulz**, président de l'Alliance des Socialistes et Démocrates (S&D) pour qui "la liberté de circulation des personnes n'a apparemment pas la même valeur que celle des capitaux" a-t-il déclaré. "En vous écoutant M. Van Rompuy on dirait que tout baigne !" s'est-il étonné, souhaitant que les facteurs nationaux n'interviennent plus dans les décisions européenne et lançant "un appel à tous les groupes politiques pour que la méthode communautaire soit appliquée à l'échelle européenne".

Président du groupe de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ADLE), **Guy Verhofstadt** s'est quant à lui directement adressé à son collègue du PPE, Joseph Daul : "la Commission a agi correctement, il ne faut pas la critiquer. Je demande à la Commission de ne pas se départir de sa position" a-t-il déclaré, précisant que "les valeurs sont aussi importantes que les marchés, et il n'y a pas de différence entre petits et grands Etats membres au sein de l'Union européenne". Un clou enfoncé un peu plus par la co-présidente des Verts/ALE, **Rebecca Harms** qui considère que le dernier Conseil n'a eu "aucun résultat". "Nous ne vivons pas dans la même galaxie M. Van Rompuy !" s'est-elle exclamée. "J'aimerais que l'on cesse de penser que l'on peut manquer impunément au droit européen, et ce devant la Commission. M. Barroso doit arrêter de se cacher derrière Mme Reding, la procédure d'infraction doit être lancée" a-t-elle précisé.

Chaque intervenant s'est également exprimé sur l'avancée du dossier de la gouvernance financière. Si le PPE a confirmé qu'il était favorable aux premiers résultats de la *Task force* notamment en matière de surveillance financière, les autres groupes ont souhaité que les choses avancent plus vite, l'ALDE appelant même à ce que les sanctions soient définies rapidement, souhaitant une suspension des droits de vote pour les Etats ne respectant pas les règles. La Commission elle-même a demandé, par la voix de son représentant, que "l'on passe désormais à la phase de codécision pour avoir un système viable en 2011 (...). Il faut rétablir la crédibilité de nos marchés" a rappelé Maroš Šefčovič.

Le Taurillon

Le discours à Paris de Von Rompuy le 20 Septembre

De passage à Paris, sur l'invitation de « Notre Europe », Hermann Von Rompuy a fait un discours optimiste et nuancé sur l'avenir de la construction européenne. Son allocution, intitulée « les grands défis pour l'Europe » mérite qu'on s'attarde quelques instants à l'analyser.

lundi 4 octobre 2010 par [Nessim Znaïen](#) | [0 commentaire](#) |



Deux défis majeurs

L'objet du propos de Von Rompuy est de justifier le bilan des progrès européens dans les deux domaines principaux que sont la gouvernance économique et la diplomatie européenne. Pas de déclaration fracassante (Von Rompuy assume avec humour qu'il ne vient pas annoncer une union budgétaire ou une mise en commun de la dette), mais dans les deux cas, Von Rompuy assure (peut- il dire autre chose ?) que ce sont les petits pas qui font les grandes avancées.

En matière économique, le secret pour Von Rompuy est de mieux faire observer le pacte de stabilité pour que les dépenses publiques ne dérapent plus, et d'augmenter la capacité de l'Union Européenne à réagir à une nouvelle crise. Le dilemme d'une union monétaire sans union budgétaire ne peut se compenser qu'en écoutant davantage la Banque Centrale Européenne dans ses alertes sur le manque de compétitivité de certains Etats. Von Rompuy rappelle le plan de relance de 750 Milliards débloqué début mai.

Pour les Affaires étrangères, Von Rompuy adopte la même posture, celle de l'homme pragmatique et optimiste, pour défendre son institution (accord de libre-échange avec la Corée du Sud, mesures pour aider le Pakistan, accords sur les sanctions additionnelles contre l'Iran, résolution commune invitant Serbes et Kosovars au dialogue). Utilisant une métaphore pour rappeler la nécessité de passer d'une diplomatie de parole à un jeu de négociation concret, Hermann Von Rompuy décrit l'Union Européenne comme un convoi de 27 bateaux naviguant sur les flots de l'océan géopolitique. Sous l'eau les 27 gouvernements de l'Union sont tous

reliés économiquement et monétairement, et ne peuvent pas s'éloigner les uns des autres, ils ne peuvent former un seul bateau, mais ils ne peuvent non plus en former 27 autonomes.

De la construction européenne

Le véritable intérêt du discours de Von Rompuy réside plutôt dans la vision de l'Europe que celui-ci défend. Hermann Von Rompuy, représentant d'une instance intergouvernementale, ne peut que plaider la cause des nations dans la construction européenne, mais son sens de la nuance est intéressant à plus d'un titre.

Hermann Von Rompuy refuse d'opposer fédéralisme et intergouvernementalisme. D'une part, les nations ont tout le temps fait l'Europe, et le conseil des ministres a été créé dès 1950. D'autre part, les deux méthodes de construction européenne ont chacune leur avantage et se complètent. La méthode fédérale est plus efficace, plus claire, mais les décisions d'un Bruxelles qui risque toujours d'être perçu « en dehors des Etats membres », sont relativement faibles politiquement. La méthode intergouvernementale est plus laborieuse, les risques de blocage sont plus grands, mais les décisions finales sont relativement plus fortes car assumées par l'ensemble des gouvernements. Ainsi, qu'on le veuille ou non, les chefs de gouvernements jouent un rôle essentiel pour faire le lien entre les décisions européennes et l'opinion publique. La pédagogie des réformes européennes ne peut se passer des chefs de gouvernement.

En bref, si Von Rompuy défend le choix récent des méthodes intergouvernementales (lorsque des décisions lourdes doivent être prises en matière économiques, qui retombent sur les contribuables nationaux, qui plus est quand il y a un vide juridique au niveau européen comme en mai dernier, il est logique que les parlements nationaux soient impliqués dans les décisions), il défend l'idée que le principe de transfert et principe de participation ont toujours coexisté et ne peuvent fonctionner l'un sans l'autre, une Europe uniquement construite par transfert du pouvoir national vers un niveau européen risque de perdre une assise solide, une Europe entièrement intergouvernementale risque d'éclater.

En conclusion, l'avenir pour Von Rompuy réside dans l'eurocéisation des politiques nationales, et il refuse d'entendre parler de renationalisation des politiques européennes. Hermann Von Rompuy rappelle que quelle que soit la méthode, l'enjeu reste la coopération à l'échelle européenne. Mais dans « un climat culturel où l'individualisme joue un très grand rôle », la construction ne peut que se faire par la démarche lente mais assurée d'une tortue.

Herman Van Rompuy, un Président pour l'Europe à Sciences Po

30 sept. 2010 23:59

Par **Boris Julien-Vauzelle**

Compte rendu

- [conférence](#),
- [Europe](#)
- [Fil des commentaires de ce billet](#)

| [Plus](#)

Nombre de lectures : 522 lectures



« Je prends le risque d'être positif ». C'est cette idée qu'Herman Van Rompuy, président du Conseil Européen, a défendu tout au long de sa conférence lundi dernier à Sciences Po.

Avec la sobriété de son costume et un léger retard il est venu présenter la situation de l'Union Européenne, après que monsieur Tommaso Padoa-Schioppa (président de *Notre Europe* et ancien ministre italien) et notre directeur lui firent une courte introduction. Entre sérieux et auto-dérision, le personnage nous a surpris: **l'image qu'on lui attribue ne lui rend pas justice.** En effet, loin des racontars, les traits d'humour ont rythmé ses prises de parole, séduisant ainsi la salle comble. Une ombre a cependant terni le tableau: l'amphi Boutmy où se déroulait la conférence représentait bien mal notre école, les étudiants étant cantonnés au balcon voire aux amphis supérieurs. Le bas était occupé par les journalistes, les politiques (Jacques Delors ou Elisabeth Guigou entre autres) et - par chance - nous même.

Bien loin de l'austérité qu'on lui prête, Herman Van Rompuy s'engagea ensuite vaillamment dans un long discours de trente-cinq minutes. Ce n'est certes pas l'orateur qui se lancerait aisément dans de grandes envolées lyriques pour enthousiasmer une foule par la seule force de sa rhétorique, mais tout de même, il était extrêmement à l'aise et transmettait un sentiment positif.

Sur le fond, Von Rompuy était là pour expliquer clairement la situation de l'Union Européenne, les progrès accomplis, et les défis qui se présentent dans un avenir proche. Le secret de l'Europe c'est « l'usage intelligent du temps ». Il ne faut pas brusquer la construction, c'est « a work in progress ». On prétend « que l'Union

Européenne est trop invisible, que je suis trop invisible », que l'Union est en train de mourir, mais lui est optimiste, répondant à ces critiques par une phrase de Mark Twain : « the report of my death have been greatly exaggerated ».

Sa présentation s'intéressa ensuite à deux points essentiels: la gouvernance économique européenne et la place de l'Union dans le monde. D'ailleurs, « c'était les deux grands sujets du Conseil Européen de la semaine dernière... ou ça *devait* être les grands sujets... ». Il revint sur la crise grecque et son paroxysme (le week-end du 7 au 9 mai, lorsque « la survie même de l'euro était en jeu »). **Il n'est pas encore question d'une Union Budgétaire**, mais, dans un premier temps, l'enjeu est de se doter d'un système de surveillance efficace et d'outils pouvant répondre rapidement à une crise de ce genre. C'est l'objectif de la gouvernance économique européenne. Il tire trois leçons politiques de cette crise : l'Europe doit vivre avec le dilemme d'une union monétaire sans union budgétaire, la méthode communautaire tant critiquée n'est pas en question car sa complexité est en réalité garante de la stabilité et de l'efficacité, enfin **l'UE avance grâce au savant équilibre entre transfert et participation.**

Sur le terrain de la politique extérieure, à travers ses États membres **l'UE est le plus grand donateur au monde** (49 milliards d'euros d'Aide Publique au Développement). Par exemple **c'est l'Union qui permet la survie de l'Autorité palestinienne** (1 milliard d'euros d'aides). Mais « nous devons raisonner et agir davantage en terme de stratégie ». Ainsi le maître mot de la politique extérieure de l'UE est désormais « réciprocité » avec les grandes puissances. En somme une Union avec une diplomatie forte et partagée. Il continua - anticipant les critiques sur la désunion entre les politiques étrangères de chaque état membre - en assurant que l'UE était désormais capable de présenter un front commun d'idées et d'avancer dans une direction homogène. « Tous les bateaux sont liés, invisiblement, sous l'eau ». L'idée est relativement simple: **les intérêts des États et de l'UE sont les mêmes, irréversiblement.**

Il termina son discours par une phrase d'espoir : « **je suis profondément convaincu que notre Europe, notre Europe, réussira** ». Le Président de *Notre Europe* lança ensuite le round de questions, auquel il donna le premier élan: n'y a-t-il pas une insuffisance de communication qui engendre une crise de confiance ? Selon Herman Van Rompuy, **la crise de confiance est généralisée en Europe** vis-à-vis des pouvoirs nationaux, et puis « il ne suffit pas de communication », « il ne suffit pas d'avoir un président charismatique...on l'a déjà... ! », il faut de l'action, des résultats tangibles.

La parole fut ensuite donnée à la salle, et notamment à vos deux rédacteurs qui s'interrogèrent sur la politique extérieure de l'UE: Comment expliquer que l'Union soit absente des discussions israélo-palestiniennes, alors même que nous soutenons financièrement l'Autorité palestinienne ? Quel genre de message envoie-t-on par cette absence, l'Union n'a-t-elle pas un rôle à jouer ? La réponse du Président est alors plutôt décevante : **l'Union Européenne a un avis fort qu'elle fait entendre à travers le Quartet** (UE, EU, Russie, ONU), « c'est par ce biais que notre influence se joue ».

« Les discussions sont surtout entre les deux gouvernements »... l'UE oublie surement le déséquilibre entre les deux acteurs en présence. **Le Président semble alors abandonner son habit de sincérité pour endosser celui du politicien.**

D'autres questions ont été posées par les étudiants: que penser de la participation aux européennes et de la montée de l'extrême droite sur le continent ? La Belgique a-t-elle un avenir ?, etc. (« La Belgique a deux cents ans mais elle est comme l'Europe, elle est coriace »). **De manière générale la conférence d'Herman Van Rompuy fut un véritable succès, permettant aux étudiants de se forger une opinion propre sur le personnage dont le rôle n'est pas si insipide qu'il n'y paraît.**

Article co-écrit par **Boris Julien-Vauzelle et Edwin Galan-Vilar**

[Partager](#) | [Plus de Services](#)

Site du Mouvement européen – France (Yvelines)

22.09.2010

Van Rompuy à "Sciences Po"



Venue de Herman Van Rompuy à Paris le 20 Septembre 2010

Lors d'une conférence organisée par le think tank « Notre Europe », le président du Conseil européen a martelé sa confiance en l'Europe et en sa capacité à avancer, pas à pas.

Ce sont ces termes qui introduisent le reportage de la journaliste d'EurActiv qui était à SC PO ce lundi 20 septembre. A noter parmi les auditeurs, la présence de Jacques Delors.

L'article, que l'on peut lire [ICI](#), donne au lecteur les temps forts de son intervention, bien mieux que je ne pourrais le faire. Cette conférence et le débat qui a suivi ont révélé un homme pragmatique, réaliste, habitué aux compromis, qui privilégie la méthode intergouvernementale, ne comprenant pas *ceux qui fustigent l'abandon actuelle de la méthode communautaire au profit d'un trop grand pouvoir laissé aux états. A mon avis c'est un faux débat, explique-t-il. Qui d'autre que le premier ministre grec aurait pu convaincre son pays de mettre en place ces mesures d'austérité ?* a-t-il interrogé ? Peut-être un avis à discuter sur le fond, même si l'argument ponctuel est réel !

Je laisse la conclusion de cette conférence à Elisabeth Guigou, dont les propos ont été confirmés par H Van Rompuy, et applaudis par la salle.

Tout le monde (les 27 états) doit donner le même message pour que l'Europe soit une grande puissance ; il n'y a pas d'autre choix qu'un message commun car les autres profiteront de nos divergences, les intérêts nationaux ne sont que micro-économiques.

Viviane Boussier

L'Europe selon Herman van Rompuy

Par Thomas Ferenczi



Récemment invité à Paris par la Fondation Notre Europe, le président du Conseil européen appelle au « respect » entre les institutions européennes et les Etats membres. Il invite l'Europe à devenir un « acteur mondial ».

Entré en fonctions il y a neuf mois, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, n'a guère fait parler de lui depuis sa nomination. Premier titulaire du nouveau poste de président permanent, il est censé porter la parole de l'Union européenne, en même temps que le président de la Commission, José Manuel Barroso, mais pour le moment c'est celui-ci qui occupe le devant de la scène bruxelloise et qui incarne, pour l'opinion publique, en bien ou en mal, face aux chefs d'Etat et de gouvernement, l'institution européenne. Il est vrai qu'il est en place depuis 2004 et qu'il a donc eu le temps de se faire connaître.

Dans la polémique qui a opposé Paris à Berlin sur l'expulsion des roms, M. Barroso s'est trouvé en première ligne pour défendre les propos de sa vice-présidente, la commissaire Viviane Reding. M. Van Rompuy, qui n'entend pas rester silencieux, s'est à son tour exprimé sur le sujet, à Bruxelles d'abord, à Paris ensuite, où il était l'invité, lundi 20 septembre, de l'association Notre Europe, en présence de son fondateur, Jacques Delors.

La non-discrimination, une valeur fondamentale

Quelles conclusions a-t-il tirées de cet incident ? D'abord qu'« *un Etat national a le droit de prendre les mesures qu'il considère utiles pour assurer l'ordre et l'Etat de droit* ». Ensuite que « *la Commission a le devoir, comme gardienne des traités, de confronter la législation nationale avec le droit communautaire* ». Enfin que « *les relations entre les institutions européennes et les Etats membres doivent être empreintes de respect* ».

Sur le fond du dossier, ajoute M. Van Rompuy, le Conseil européen sera saisi du problème des roms dans l'une de ses prochaines réunions. Il devra se rappeler que la non-discrimination est une des valeurs fondamentales de l'Union. M. Van Rompuy ne désavoue ni Nicolas Sarkozy ni Viviane Reding. Un jugement de Salomon ? Peut-être mais c'est ainsi que le président du Conseil européen veut affirmer son autorité.

Les deux grands défis

Pour lui les deux grands défis auxquels il est urgent de s'attaquer sont l'établissement d'un « gouvernement économique » de l'Europe et le renforcement de la place de l'UE dans le monde. Sur ces deux sujets, M. Van Rompuy entend bien faire entendre sa voix.

De la crise financière, à laquelle l'Europe, dit-il, a su résister, même s'il lui a fallu du temps pour trouver « *un juste équilibre entre le principe de solidarité et le principe de responsabilité* », il tire trois « *leçons politiques* ».

La première est que l'UE devra vivre avec une union monétaire sans union budgétaire. « *Nous n'allons pas faire le grand saut vers une union budgétaire, souligne-t-il, nous ferons ensemble un pas, petit peut-être, dans la bonne direction et des pas cumulés feront un grand pas* ». L'euro peut survivre à ce « *handicap structurel* », ce « *péché originel* », à condition que la surveillance soit renforcée et que les mesures prises soient appliquées.

Deuxième leçon : les chefs d'Etat et de gouvernement jouent un rôle-clé dans le fonctionnement de la machine européenne. Pour M. Van Rompuy, « *le Conseil européen est le lieu où les uns et les autres peuvent trouver des solutions communes, donc européennes* ». Il est vain d'opposer la méthode communautaire à la méthode intergouvernementale. Chaque institution doit jouer son rôle.

Principe de transfert et principe de participation

Troisième leçon : l'Europe a toujours avancé grâce à deux principes : le « *principe de transfert* », au nom duquel les Etats transfèrent des éléments du pouvoir national à l'Union, et le « *principe de participation* », au nom duquel ils interviennent directement. « *Une Europe uniquement fondée sur le principe de transfert risque de perdre sa légitimité, une Europe uniquement fondée sur le principe de participation risque d'éclater* », estime M. Van Rompuy. Les deux principes doivent donc coexister.

L'Europe ne peut plus se permettre d'être marginalisée, comme elle l'a été à Copenhague en décembre 2009, conclut le président du Conseil européen. Elle doit être « *un acteur mondial* » mais elle ne peut l'être que si tous les Européens envoient « *le même message* ». Pour M. Van Rompuy, « *on n'a plus d'autre choix qu'une approche globale, sinon on ne sera pas pris au sérieux* ».